

Service Risques Naturels et Technologiques - Unité
Départementale de la Corse-du-Sud
Immeuble Paglia Orba - Route d'Alata
20000 Ajaccio

Ajaccio, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENGIE

2 avenue de l'Impératrice Eugénie
BP 406
20000 Ajaccio

Références : SRNT/UD2A/MD/2025-305
Code AIOT : 0007300004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement ENGIE implanté CHEMIN DE LORETTO ENGIE GPL STATION GAZ DE LORETTO 20090 AJACCIO. L'inspection a été annoncée le 31/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE
- CHEMIN DE LORETTO ENGIE GPL STATION GAZ DE LORETTO 20090 AJACCIO
- Code AIOT : 0007300004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La station GPL exploitée par la société ENGIE à Ajaccio, lieu-dit Loretto, permet l'approvisionnement en air propane du réseau de gaz de ville de l'agglomération ajaccienne (environ 16 000 clients).

Le site, autorisé depuis 1969, est classé "SEVESO seuil haut" et réglementé par l'arrêté préfectoral n°2A-2025-06-17-00003 du 17 juin 2025 prenant acte de la mise à jour de l'étude de dangers et actualisant les prescriptions applicables au site.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- Déchets
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 4 | Risque inondation | AP Complémentaire du 17/06/2025, article 6.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Déchets dangereux | Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 9 | Arrêts et mise en sécurité (3.a) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 14 | Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Marquage des tuyauteries | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.IV | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 2 | Révision quinquennale de l'étude de dangers | Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 3 | Risque mouvement de terrain | AP Complémentaire du 17/06/2025, article 6.2.3 | / | Sans objet |
| 6 | Stockage des déchets sur site | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 7 | Alimentation en énergie et utilités associées (1) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | / | Sans objet |
| 8 | Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | / | Sans objet |
| 10 | Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | / | Sans objet |
| 11 | Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 | / | Sans objet |
| 12 | Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | / | Sans objet |
| 13 | Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b) | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les non-conformités issues de la précédente inspection, l'exploitant a réalisé l'ensemble des actions correctives nécessaires.

Concernant les risques naturels:

- pour le risque mouvement de terrain, le relevé annuel des témoins montre des résultats compris dans la tolérance de tassement autorisée,
- pour le risque inondation, l'exploitant a prévu d'engager des travaux sous maîtrise d'ouvrage conformément aux recommandations issues de l'étude hydraulique réalisée en 2024. L'exploitant doit transmettre sous 1 mois à l'inspection un planning prévisionnel des travaux.

Concernant la gestion des déchets dangereux produits sur le site, l'exploitant doit créer son établissement sous Trackdéchets avec le bon numéro SIRET et y rattacher l'ensemble des

bordereaux relatifs aux déchets générés par ce site. Il devra procéder de même pour le site de l'Arinella à Bastia.

Concernant l'action nationale sur la perte d'utilités, il ressort que l'exploitant dispose des dispositifs de secours nécessaires et correctement maintenus et testés. L'exploitant devra néanmoins compléter sa procédure en cas de perte du réseau en lien avec les recommandations émises par l'inspection. Il devra également transmettre sous 3 mois les justificatifs relatifs à des anomalies constatées lors de la maintenance préventive d'un onduleur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Marquage des tuyauteries

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.IV |
| Thème(s) : Risques accidentels, Marquage des tuyauteries |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2024 |
| Prescription contrôlée : IV. - Les tuyauteries sont identifiées de façon à permettre leur repérage tant en exploitation que lors d'une intervention. |
| Constats : L'inspection a pu constater l'ajout par pochage peinture du nom du fluide et du sens de circulation sur les tuyauteries du bâtiment mélange. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Révision quinquennale de l'étude de dangers

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Révision quinquennale de l'étude de dangers |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2024 |
| Prescription contrôlée : II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq |

| |
|---|
| ans et d'une révision, si nécessaire. |
| Constats : L'exploitant a transmis une version consolidée de son étude de dangers datée du 4 décembre 2024. Cette étude de dangers a fait l'objet d'une analyse dans le cadre d'un rapport dédié en date du 2 juin 2025 : elle est désormais l'étude de dangers de référence du site. Sans préjudice des dispositions de l'article R. 515-98 du code de l'environnement, le prochain réexamen de l'étude de dangers devra être transmis au Préfet au plus tard le 4 décembre 2029. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Risque mouvement de terrain

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2025, article 6.2.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque mouvement de terrain |
| Prescription contrôlée : Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant. A cet effet, pour se prémunir de dégâts susceptibles d'être à l'origine de mouvements de terrain, plusieurs témoins sont installés aux endroits les plus sensibles ; ces emplacements étant identifiés en référence aux résultats de l'étude des sols réalisées avant le début des travaux. L'évolution de ces témoins est relevée annuellement, les résultats étant tenus à la disposition de l'inspection. |
| Constats : Par courriel daté du 25 novembre 2025, l'exploitant a transmis un rapport de contrôle de stabilité des réservoirs TK-1 et TK-2. Les relevés - réalisés le 26 mars 2025 et comparés aux relevés de référence du 31 janvier 2024 - montrent des écarts compris entre +1 et +6 mm, compatibles avec la tolérance de tassement de 25 mm pour ces 2 réservoirs. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Risque inondation

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2025, article 6.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque inondation |
| Prescription contrôlée : Dans la partie du site située en zone inondable, l'exploitant met en œuvre les dispositions organisationnelles et techniques, y compris les dispositions constructives et d'aménagement, permettant de prévenir le risque d'inondation, dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2011 approuvant le plan particulier des risques d'inondation (PPRI) d'Ajaccio. Ces dispositions s'appuient sur les conclusions des différentes études réalisées sur le site (notamment hydraulique, hydrologique et hydrogéologique). Dans la zone du site impacté par le PPRI, tant en phase d'aménagement qu'en période d'exploitation, toutes mesures seront prises pour ne pas limiter le débit du ruisseau l'Arbitrone, y compris en période de crue, en particulier au niveau de la liaison routière permettant le |

| |
|---|
| franchissement de l'Arbitrone. |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel daté du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet une étude hydraulique pour l'évaluation du risque sur le site de Loretto daté du 1er août 2024 et référencé 21805061. Ce rapport préconise, notamment pour faire face à une crue centennale de l'Arbitrone:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. D'augmenter la transparence hydraulique du site en remplaçant le mur et le muret de la façade Est par une clôture rigide, 2. D'implanter en rive gauche de l'Arbitrone un dos d'âne (sous réserve de faisabilité), afin d'éviter un écoulement par gravité par le pont, ainsi qu'un reprofilage du mur de protection entre le site et l'Arbitrone. <p>L'exploitant indique qu'il envisage de passer par une maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces travaux.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 1 mois un planning prévisionnel relatif à la réalisation de ces travaux permettant de prévenir le risque d'inondation.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Déchets dangereux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° [...]</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'établissement n'est pas référencé sous Trackdéchets (SIRET 542 107 651 14368).</p> |

| |
|---|
| <p>Les bordereaux de suivi de déchets sont rattachés à un établissement ne correspondant pas au site (SIRET 542 107 651 06018) et situé 2 avenue Impératrice Eugénie à Ajaccio. Ils sont ainsi mélangés avec des bordereaux issus d'autres établissements et de chantiers divers.</p> <p>En dehors du numéro SIRET erroné, les bordereaux contrôlés (BSD-20250711-CPN63V6C8 et BSD-20251030-9MX44EG3V) sont correctement complétés.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit créer son établissement sous Trackdéchets avec le bon numéro SIRET et y rattacher l'ensemble des bordereaux relatifs aux déchets générés par ce site. Cette demande est également applicable pour le site de l'Arinella à Bastia.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 6 : Stockage des déchets sur site

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté sur site les différentes zones de stockages du site. Les déchets sont soit stockés provisoirement dans des caisses étanches, soit dans des fûts (pour les liquides comme les huiles), placés sur rétention à l'abri des eaux météoriques.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p> |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>L'alimentation des équipements est assurée par deux lignes électriques indépendantes inscrites au plan de service minimum. Ces deux lignes proviennent de deux postes de 90 kV distincts. Outre l'électricité, le site de stockage du Loretto est dépendant des utilités suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'air comprimé, • l'eau (lutte contre l'incendie). <p>Pour un process donné (par exemple, le bâtiment mélange), l'exploitant est en mesure de produire la liste des utilités associées.</p> <p>En cas de perte de l'alimentation électrique, l'exploitant indique qu'une alarme est transmise via les automates de sécurité sur le téléphone d'astreinte avec en parallèle, un report dans les salles de commande Loretto Plaine et Village (sonore et visuel). L'inspection a pu constater l'existence de ce report par un test en réel (alarme sonore sur téléphone d'astreinte, doublée de messages d'alerte en salle de commande).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est conseillé à l'exploitant d'ajouter des plans de localisation des différentes utilités (transformateurs, onduleurs, batteries, API/APS, ...) dans ses procédures.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En cas de perte du réseau, la production d'air propané se poursuit grâce aux groupes électrogènes présents sur le site, alimentant également les différents automates de sécurité.</p> <p>En cas de perte des groupes électrogènes, la production s'arrête et le site est mis en sécurité automatiquement (vannes à sécurité positive et sectionnement des zones limitant le risque de fuite). Dans ce cas de figure particulier, les onduleurs sur batterie permettent de maintenir l'alimentation des automates de sécurité environ 2 heures.</p> |

| |
|--|
| Par ailleurs, en cas de défaillance électrique, une astreinte EDF intervient sur le site (délai 1h d'intervention). L'exploitant contacte également le permanent de direction EDF/ENGIE. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est conseillé à l'exploitant d'ajouter le contact de l'astreinte EDF ainsi que celui du permanent de direction dans sa procédure en cas de perte d'électricité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité |
| Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...] |
| Constats : En cas de défaillance du réseau, les automates de sécurité restent alimentés par les groupes électrogènes du site. En cas de défaillance des automates de sécurité ou des groupes électrogènes, la production d'air propané s'arrête automatiquement et le site est mis en sécurité (fermeture des vannes automatique). L'exploitant dispose d'une procédure relative à la perte d'utilités ("R8 Loretto - Consignes d'exploitation et de mise en sécurité en cas de perte d'utilités" en date du 14/11/2025). Cependant, cette procédure nécessite d'être complétée (plans, contacts, actions à engager par le personnel en cas de pertes des groupes électrogènes comme la vérification de la fermeture des vannes,...) afin de la rendre opérationnelle. L'exploitant doit également rendre cette procédure accessible et former son personnel. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter sa procédure relative à la perte d'utilités. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 |
|---|

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

| |
|---|
| -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. » |
| Constats : L'inspection a interrogé l'exploitant sur la formation du personnel devant intervenir en cas de perte d'électricité. Outre la formation interne liée à l'exploitation du site, l'exploitant indique que le personnel est entraîné lors du test hebdomadaire des groupes électrogènes, avec un démarrage manuel de ces derniers (cas le plus défavorable, sinon démarrage automatique). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité |
| Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 64« Equipements à l'arrêt. En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement. Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant. L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité). Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. » |
| Constats : Les automates de sécurité sont alimentés par les groupes électrogènes en cas de carte du réseau. En cas de perte des automates de sécurité ou des groupes électrogènes, le site est mis automatiquement en sécurité (fermeture automatique des vannes). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est conseillé à l'exploitant d'ajouter les consignes en cas de perte des automates de sécurité sur le site dans sa procédure en cas de perte d'électricité. Par exemple, la vérification de la bonne fermeture des vannes, le relevé des pressions sur manomètre, la mise en place d'une ronde de surveillance avec détection gaz portative. |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56« Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié sur site la présence des groupes électrogènes de secours ainsi que le remplissage des nourrices:</p> <ul style="list-style-type: none"> • GE1 à 90% et GE2 à 95% sur site Loretto-Village, • GE1 et GE3 à 93,5% sur site Loretto-Plaine (cuve commune enterrée). <p>L'inspection a pu également constater la présence des onduleurs et batteries dans des bâtiments dédiés.</p> <p>Les automates de sécurité sont alimentés par les groupes électrogènes en cas de défaillance électrique, puis par les batteries en cas de défaillance des groupes électrogènes.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces</p> |

| |
|--|
| mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. » |
| <p>Constats :</p> <p>Les groupes électrogènes sont dimensionnés pour couvrir les besoins du site, y compris en production et en incluant les automates de sécurité, en cas de perte réseau. L'autonomie d'alimentation face à une coupure longue du réseau est d'environ 48 à 72 heures, au regard des volumes de fioul disponibles sur site.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est conseillé à l'exploitant de préciser les temps d'autonomie des groupes électrogènes (préciser les consommations de fioul en l/h en production) et les conditions de réapprovisionnement des nourrices dans sa procédure en cas de perte d'électricité, pour pallier à une coupure de longue durée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La maintenance et le test des utilités et des équipements de secours électrique est inscrite dans le plan de maintenance du site. L'inspection a pu consulter les derniers rapports de contrôle des groupes électrogènes et des</p> |

onduleurs. Les autonomies des batteries et des onduleurs sont contrôlées

Pour les groupes électrogènes, un essai sur banc de charge est réalisé chaque semaine, ainsi qu'un essai en charge chaque année.

L'exploitant a été interrogé sur les suites données aux anomalies constatées lors du contrôle de l'onduleur 220V SGTE. Par courriel daté du 12 décembre 2025, l'exploitant indique que ces anomalies sont en cours de correction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois les justificatifs de la correction des anomalies constatées sur l'onduleur 220V SGTE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois